

## **Communiqué**

*Pour diffusion immédiate*

### **Mine d'or Osisko en Abitibi**

## **La restauration du site à résidus miniers se fera sur le dos des contribuables**

**Montréal - le 27 mars 2009.** Les contribuables québécois devront payer 100% des 11.5 M\$ qu'il en coûtera pour aménager le site où la mine d'or Osisko enverra ses résidus miniers. De plus, ils devront assumer tous les risques d'accident et de contamination durant les trois premières années d'opération de la mine. Osisko n'aura qu'à déboursier les frais d'opération et n'hériterait que d'une responsabilité limitée pour l'entreposage de ses résidus miniers. C'est ce qui ressort de l'entente cadre<sup>1</sup>, qui vient d'être rendue publique, entre le ministère des Ressources naturelles du Québec (MRNF) et la compagnie minière Osisko pour la restauration du site minier abandonné East Malartic. Selon la coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* il est difficile d'imaginer que le MRNF et Osisko puissent qualifier cette entente de gagnante-gagnante. Pour Henri Jacob de l'Action Boréale de l'Abitibi-Témiscamingue « Cette situation, où une mine d'or très profitable refilera une partie de ses coûts et de ses responsabilités à la société, est carrément inacceptable ».

Selon Ugo Lapointe, du Forum de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM, « Cette façon de faire va à l'encontre des principes de responsabilité sociale que la compagnie Osisko dit vouloir mettre de l'avant. En plus d'obtenir, à rabais, un site pour déposer ses résidus miniers, Osisko n'aurait aucune responsabilité quant à la contamination possible des eaux souterraines et pourrait même se départir d'une bonne part de ses autres responsabilités à cause des termes flous de l'entente ». Toujours selon Ugo Lapointe, « L'entente cadre entre Osisko et le MRNF est imprécise et pourrait se traduire en des responsabilités et des coûts supplémentaires pour les contribuables. Il n'est pas du tout clair que le transfert des responsabilités entre le MRNF et Osisko se fera après la troisième année de production puisqu'il n'y a pas de critère précis dans l'entente qui définit les conditions d'une restauration adéquate qui est pourtant l'objectif à atteindre avant de procéder au transfert. Il n'est pas clair non plus qui sera responsable, à long terme, du bassin de polissage et des digues de rétention des résidus miniers, notamment en cas de bris ou de déversement accidentels ».

Selon la coalition, cette situation est d'autant plus aberrante que la compagnie Barrick Gold, ancienne propriétaire du site Osisko et ancienne responsable du site à résidus miniers, a récemment bénéficié de la vente d'une royauté qu'elle détenait toujours sur le projet (valeur estimée de 40 à 60 Millions \$). Cette royauté a survécu miraculeusement à la faillite d'un propriétaire précédent, faillite ayant forcé le gouvernement du Québec à prendre tout le passif environnemental du site contaminé sur son dos. Pour Christian Simard de Nature Québec, « Cet épisode est une autre preuve que la loi sur les mines n'est pas adéquate et ne met pas à l'abri les contribuables québécois des faillites et des responsabilités environnementales des sociétés minières ».

Il faut le rappeler, le Québec dénombre actuellement 140 aires d'accumulation de résidus miniers abandonnées, dont plusieurs polluent les nappes phréatiques et les cours d'eau environnants. Les coûts pour restaurer les sites plus problématiques sont estimés à plus de 200 M\$. Selon la coalition, ce n'est pas aux contribuables d'assumer cette dette environnementale, mais l'industrie.

- 30 -

La coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine!* a vu le jour au printemps 2008 et est aujourd'hui constituée d'une douzaine d'organismes représentant plusieurs milliers de membres au Québec. La coalition s'est donnée pour mission de revoir la façon dont on encadre et développe le secteur minier

---

<sup>1</sup> *Entente-cadre MRNF-Osisko. Projet East-Osisko*, [www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Mines\\_Malartic/documents/DA2.pdf](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/Mines_Malartic/documents/DA2.pdf)

au Québec, dans le but de promouvoir de meilleures pratiques aux plans social et environnemental. La coalition juge essentiel d'engager et de maintenir un dialogue constructif avec les différents intervenants du secteur minier québécois, le gouvernement du Québec, de même qu'avec les communautés et les citoyens qui sont directement affectés.

***Pour information :***

- Henri Jacob, Action boréale Abitibi-Témiscamingue, 819-738-5261 ou 819-825-1466 #252, [lereve@cablevision.qc.ca](mailto:lereve@cablevision.qc.ca)
- Ugo Lapointe, Forum de l'ISE, 514-708-0134, [ugolapi@yahoo.com](mailto:ugolapi@yahoo.com)
- Christian Simard, Nature Québec, 418-933-2031, [christian.simard@naturequebec.org](mailto:christian.simard@naturequebec.org)

**Les membres actuels de la coalition *Pour que le Québec ait meilleure mine !* sont :** Action boréale Abitibi-Témiscamingue (ABAT) ; Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides, comité uranium (APEHL) ; Coalition de l'ouest du Québec contre l'exploitation de l'uranium (COQEU) ; Comité vigilance Malartic (projet minier Osisko) ; Écojustice ; Forum de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM ; MiningWatch Canada ; Mouvement Vert Mauricie ; Nature Québec ; Professionnels de la santé pour la survie mondiale ; Regroupement pour la surveillance du nucléaire ; Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) ; Société pour la nature et les parcs du Canada - SNAP-Québec. Tous nouveaux membres sont les bienvenus.

---